



2^{ème} appel à projets « Prévention du radicalisme violent » Diagnostic (supra)communal a minima

1. Quelle est la situation en matière de radicalisation violente (données objectives & subjectives ¹) sur votre territoire ?

- Des lieux propices, d'une part, à l'**approche** et, d'autre part, à l'**endoctrinement** de personnes susceptibles de se radicaliser sont-ils identifiés ? Veuillez préciser ces lieux : appartiennent-ils à une personne morale ? Si oui, laquelle (statuts, comptes, ... conformes à la législation) ? Veuillez également préciser la ligne idéologique, l'appartenance culturelle affichée ou encore l'appartenance à une organisation coupole.
- Quels sont les constats posés (liste exemplative) ?
 - Présence sur le territoire de personnes surveillées par la police
 - Présence sur le territoire d'une/de mosquées (préciser si celle-ci est reconnue) avec un discours radical (préciser le type de radicalisme, ex. discours favorables à la violence)
 - Présence sur le territoire d'associations et/ou de regroupements de personnes avec un discours radical (Veuillez les identifier)
 - Présence sur le territoire de recruteurs (si oui, y a-t-il un lien avec le nombre de départs ?)
 - Présence sur le territoire de personnes à risque n'habitant pas la commune (préciser la catégorie à laquelle la personne appartient : ex. returnees avec expérience militaire)
 - Suspicion de radicalisation de certaines personnes, manifestée par exemple par des ruptures brusques et soudaines dans les comportements ou discours
 - Constat de banalisation de certains discours et comportements radicaux (indications à fournir pour estimer ce qu'il en est)
 - Constat (étayé par des éléments précis) de repli identitaire de certaines communautés avec une attitude de rejet à l'égard des autres
 - Autre(s)
- Sur base de ces constats, quel est le profil des publics à risque (préciser l'âge et le profil socio-économique : allocataires sociaux, travailleurs, étudiants, ...) ?

2. Quels acteurs développent déjà des actions en matière prévention de la radicalisation violente ?

Veuillez mentionner les acteurs qui développent déjà des actions en matière de radicalisation violente et préciser leur statut (asbl, personne physique, ...).

¹ Il convient d'être attentif à ne pas stigmatiser une communauté religieuse ou une ethnie.



3. Quelles sont les actions qui existent déjà ?

Pour chacun des partenaires cités au point n°2, quelles sont les actions et initiatives concrètes déjà mises en œuvre sur le territoire communal (description succincte) en lien avec la problématique de la radicalisation violente (il peut s'agir d'actions financées par un autre niveau de pouvoir) ?